



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
N° 2017 – 50**

*Séance du 26 avril 2017*

Président de séance : <b>MEISSONNIER Jean-Luc</b> Secrétaire de séance : <b>PERRIER Thierry</b>	Convocation : <b>20 avril 2017</b>
Nombre de membres en exercice : <b>28</b>	Nombre de membres présents ou représentés : <b>25</b>

**Etaient présents :**

MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – PERRIER Thierry – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – MONIN Séverine – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – SUAY Régine – MARTY Philippe – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – MAZOLLIER Elisabeth – JODAR Mélissa – DUCAMP Ludovic – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – ARMAND Aurélie – FOUREL Sylvain

**Pouvoirs de :**

DURIX Olivier pour Jean-Luc MEISSONNIER - DESTAILLATS Aline pour BASSO Béatrice – MARTINEZ Mickaël pour PERRIER Thierry – CORDEAU Damien pour MARTY Philippe – RAMORA Anna pour ARMAND Aurélie

**Absents :**

SIMAR Morgan – VIDAL Stéphane – PEETERS Fabien

**N° 2017 – 50 : DÉCLARATION SANS SUITE DU MARCHÉ PUBLIC N°01/TRAV/16 : «  
RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES DU PARC « GÉRARD  
BRUYÈRE » - LOTS N°1 ET N°2**

Monsieur le Maire explique que dans le cadre de la réalisation des travaux du Parc « Gérard Bruyère », le Conseil Municipal a par délibération 2016-57 du 20 juillet 2016, autorisé Monsieur le Maire à lancer des procédures de marchés publics pour l'aménagement du Parc « Gérard Bruyère ». En application des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 une première consultation a été lancée. Elle était allotie de la sorte :

- Lot 1 : Terrassement, Génie Civil, étanchéité et drainage,
- Lot 2 : Réseaux secs et éclairage.

Ces travaux relevaient en quasi-totalité de l'autorisation préfectorale relevant de la réglementation dite de la «Loi sur l'Eau», qui autorisait la commune à entreprendre les travaux de création du plan d'eau et de loisirs et de défense contre les inondations sur son territoire (*Arrêté DDTM-34-2012-10-02613 du 2 octobre 2012*).

Une publication a été réalisée à compter du 7 octobre 2016 auprès du Bulletin officiel des annonces de marchés publics, du Journal officiel de l'Union Européenne ainsi qu'auprès de la revue du « Moniteur ». La date limite de réception des candidatures et des offres était fixée au 21 novembre 2016 à 15h00.

En parallèle de cette procédure, la Cour administrative d'appel de Marseille jugeait des recours formés à l'encontre de la décision du Tribunal administratif de Montpellier du 5 mai 2015, qui avait alors confirmé la validité des autorisations préfectorales nécessaires à la poursuite de l'opération.

Dans le cadre de ces différentes instances, une seule s'est avérée défavorable à la commune. L'arrêté préfectoral DDTM-34-2012-10-02613 du 2 octobre 2012 a en ce sens été partiellement annulé.

Portant à la fois déclaration d'intérêt général et autorisation de réaliser les travaux au titre de réglementation dite de la loi sur l'eau, il s'est vu uniquement annulé sur ce dernier le volet (Arrêt de la CCA de Marseille du 7 novembre 2016, n°15MA02683, 15MA02705, 15MA02717, 15MA02718).

En conséquence, bien que l'intérêt général du projet, son utilité publique et la cessibilité des parcelles aient été confirmés, l'annulation de cette autorisation ne permet plus, dans l'attente d'une décision contraire, de réaliser les travaux.

Dès lors, malgré les recours engagés depuis par la commune en vue de la suspension et de l'annulation de cet arrêt, cette situation conduit nécessairement la Ville à abandonner la procédure en cours du fait de l'absence d'autorisation permettant d'exécuter les contrats pour lesquels elle a été lancée.

Ces derniers ne pouvant souffrir d'un tel aléa, il est décidé de ne pas poursuivre les consultations portant sur les lots 1 et 2 et de déclarer sans suite le marché public n°01/TRAV/16 en vue de la réalisation des infrastructures du Parc « Gérard Bruyère ».

C'est en ce sens qu'il est proposé au Conseil Municipal de faire application de l'article 98 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, qui permet à l'acheteur de déclarer sans suite la procédure, à tout moment.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Déclarer sans suite la consultation portant sur les lots n°1 et n°2 du marché public n°01/TRAV/16,
- Autoriser Monsieur le Maire à informer les candidats des motifs de cette décision.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **DÉCLARE** sans suite la consultation portant sur les lots n°1 et n°2 du marché public n°01/TRAV/16,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à informer les candidats des motifs de cette décision.

Envoyé en préfecture le 11/05/2017

Reçu en préfecture le 12/05/2017

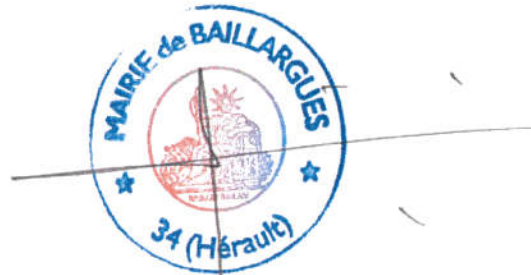
Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20170511-DM\_2017\_50-DE

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour extrait conforme, le 02 mai 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER

Envoyé en préfecture le 11/05/2017

Reçu en préfecture le 12/05/2017

Affiché le

**SLO**

ID : 034-213400229-20170511-DM\_2017\_50-DE

